

## **INTRODUCTION ET NOTE TECHNIQUE**

Ce deuxième rapport annuel produit pour l'Institut Vanier de la famille donne l'état actuel du budget des familles et des ménages. La réaction au premier rapport a été très positive et semble indiquer que les particuliers, les familles, les gouvernements, le milieu des affaires, les syndicats et beaucoup d'autres organisations veulent et ont besoin d'en savoir davantage sur la situation des familles.

Ce rapport porte essentiellement sur les familles. Les plus récentes mesures du revenu familial concernent 1998. De l'information additionnelle, disponible pour le secteur dit « domestique », a été utilisée pour fournir plusieurs des estimations concernant tous les ménages jusqu'à 1999. Les ménages comprennent tant les familles que les individus libres de liens familiaux. Les ménages familiaux représentent environ les deux tiers de tous les ménages. Dans l'ensemble, les tendances récentes observées dans les ménages donnent une bonne idée de ce qui se passe dans les familles.

La présentation du rapport est fortement axée sur les graphiques, les tableaux, une analyse descriptive et des interprétations objectives.

Toutes les mesures ont été converties en fonction de la famille ou du ménage. La plupart des estimations sont présentées en dollars constants de 1998 et reflètent par conséquent l'évolution réelle du pouvoir d'achat après inflation. L'expression « réel » se réfère à ce qui serait arrivé sans inflation. Les mesures incorporent les mises à jour et toute révision récente effectuées par Statistique Canada.

L'analyse couvre principalement les années 1990, et plus particulièrement les trois dernières années se terminant en 1998 ou 1999, selon la série de données. Les graphiques couvrent chaque année, de 1989 à la dernière année disponible. Les tableaux fournissent de manière cohérente des données pour 1989 et les trois dernières années. Les tableaux à but particulier et les annexes indiquent le changement global sur l'ensemble de la période et pour chacune des trois dernières années. Les cellules ombragées (en gris) des tableaux mettent en exergue la détérioration survenue chez certains indicateurs. Les lecteurs devraient examiner les deux tableaux en annexe pour avoir un aperçu plus détaillé des moyennes pour les différents genres de famille et de ménage.

Des détails additionnels sur les sources de données pour les graphiques 1 à 18 se trouvent à la fin de ce rapport.

Les opinions exprimées dans le présent rapport sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut Vanier de la famille. L'auteur assume la responsabilité de toute erreur ou omission. On peut rejoindre Roger Sauvé par téléphone au 403.938.0071, par télécopieur au 403.938.9271, par courriel à <rsauve@telusplanet.net> ou par le biais de son site Web à <www.telusplanet.net/public/rsauve>.

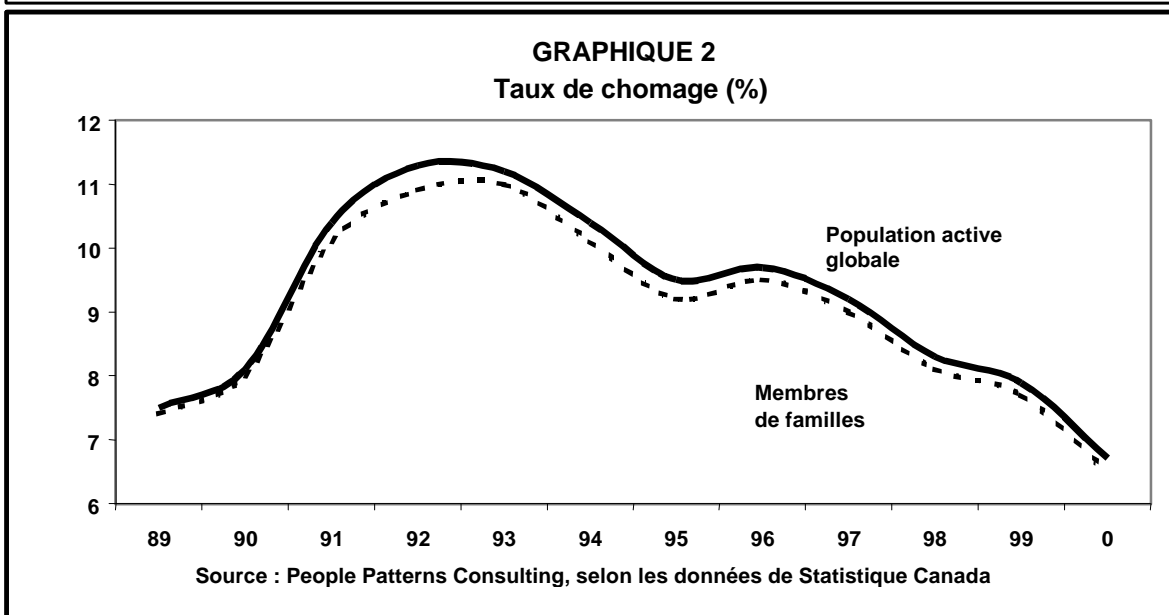
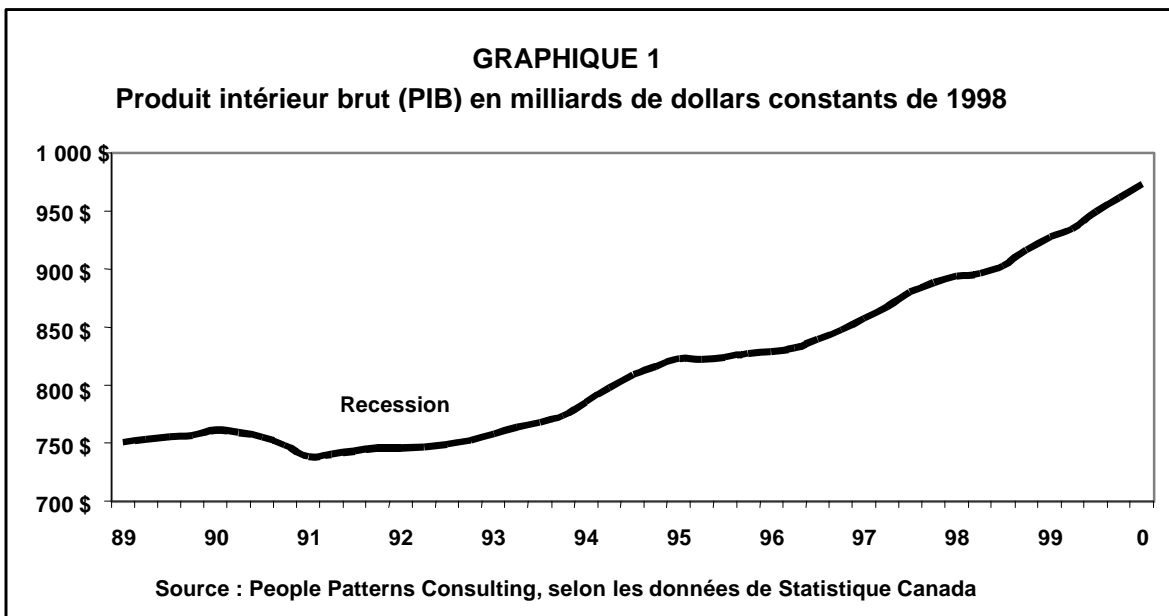
## FAITS SAILLANTS

- **LE REVENU FAMILIAL DÉPASSE LÉGÈREMENT LES NIVEAUX ANTÉRIEURS DE LA DÉCENNIE** - Sous l'impulsion d'une reprise économique soutenue, le revenu familial moyen après impôt a progressé de 3,7 % en 1998, soit d'un « mince » 1,7 % de plus que le niveau antérieur de la décennie. La plupart des genres de famille ont enregistré un gain en 1998. Le revenu des individus libres de liens familiaux est demeuré inférieur à son sommet de 1989.
- **LES FAMILLES S'EN SONT TIRÉES AVEC PLUS DE TRAVAILLEURS ET D'HEURES, MAIS AU MÊME SALAIRE** - L'amélioration constatée récemment dans le revenu familial tient strictement au fait que les travailleurs travaillent de plus longues heures et qu'un plus grand nombre de membres de la famille sont dans la population active. Les gains horaires réels n'ont pas augmenté depuis 1994.
- **DIMINUTION DES TAUX DE PAUVRETÉ DEPUIS 1996** - Les taux de faible revenu (pauvreté), après impôt, sont passés de 11 % en 1996 à 9,1 % en 1998 pour l'ensemble des familles. Cela dit, les taux demeurent plus élevés que ceux de la décennie antérieure. La décennie s'avère toujours difficile pour les jeunes.
- **CINQ MILLIONS DE FAMILLES ONT REÇU UNE PLUS PETITE PART DU GÂTEAU DANS LES ANNÉES 1990** - Pendant la décennie, environ 5 millions de familles canadiennes ont vu leur revenu diminuer, tandis que 3,3 millions d'entre elles ont connu des augmentations. En 1989, les familles du quintile supérieur ont obtenu 37 % du « camembert du revenu familial » après impôt et près de 39 % en 1998.
- **LES DÉPENSES DE LOISIR ENCORE EN TÊTE DE LISTE** - Les dépenses consacrées aux loisirs, au divertissement, à l'éducation et à la culture ont connu une hausse rapide pendant chacune des trois dernières années et étaient 31 % plus élevées que le niveau de dépenses à ce chapitre dix ans plus tôt. Le phénomène est largement dû à l'augmentation du revenu des familles de la tranche supérieure de revenu.
- **LES ÉPARGNES ANNUELLES CHUTENT, L'ENDETTEMENT S'ACCROÎT ET LES FAILLITES MONTENT EN FLÈCHE** - Les ménages ont épargné en moyenne 1 664 \$ en 1999 par rapport à 6 250 \$ dix ans plus tôt. Pendant la même période, on a constaté une augmentation de l'endettement et une hausse vertigineuse des faillites personnelles. Le niveau relativement bas des taux d'intérêt a aidé bon nombre de familles.
- **LA VALEUR NETTE EN HAUSSE** - Les ménages canadiens ont maintenant une valeur nette (actif moins passif) moyenne de 231 000 \$ et la situation s'est améliorée régulièrement au cours des dernières années. L'amélioration est uniquement due à l'appréciation de la valeur des actions et des pensions. La situation des actionnaires s'est beaucoup améliorée.

## L'ÉCONOMIE CONNAÎT UNE CROISSANCE SOUTENUE

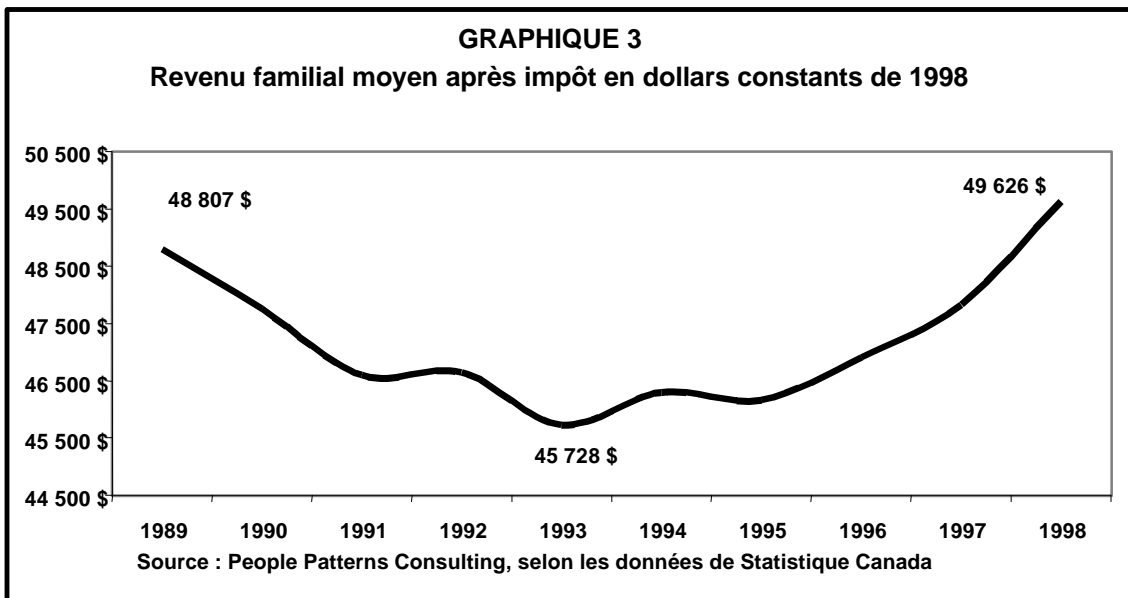
La reprise économique actuelle est la plus longue de l'après-guerre. L'accroissement du produit intérieur brut (PIB) s'est poursuivi en 2000 et les économistes prédisent que cette tendance se maintiendra au cours des deux prochaines années. Les économistes prédisent que cette tendance se maintiendra pour les deux prochaines années. Les décideurs canadiens et américains tentent d'éviter les erreurs politiques du début des années 1980 et des années 1990 qui ont provoqué de sérieuses récessions à l'époque. Les hausses des prix à la consommation se sont accélérées au cours des derniers mois, mais demeurent encore « acceptables » selon les critères de la Banque du Canada.

Le taux de chômage au Canada est demeuré en-deçà de 7 % à la fin de 2000, soit le taux le plus faible depuis 1976. Le consensus prévoit d'autres améliorations.



## LE REVENU FAMILIAL DÉPASSE ENFIN LES NIVEAUX ANTÉRIEURS DE LA DÉCENNIE

Le revenu familial moyen après impôt et en dollars constants a progressé de 3,7 % en 1998 après des augmentations respectables de 1,6 % en 1996 et de 2 % en 1997. (Pour ces deux dernières années, Statistique Canada a révisé sensiblement à la hausse les données que nous avons fournies dans notre rapport 1999.) L'augmentation enregistrée en 1998 a porté le revenu familial moyen à 49 626 \$, soit 1,7 % ou 819 \$ au-dessus du sommet atteint en 1989. À son niveau le plus bas en 1993, le revenu familial moyen se situait à 45 728 \$ seulement.



Le progrès réalisé en 1998 est survenu au moment où les revenus marchands, comprenant les gains issus de l'emploi, des pensions privées et des investissements, ont grimpé de 4,7 %, mais ont tout de même dépassé d'un maigre 1,3 % le sommet atteint une décennie plus tôt. Les transferts publics (assurance-emploi, prestations fiscales pour enfants, RPC/RRQ, Sécurité de la vieillesse, etc.) aux familles sont demeurés inchangés en 1998. Les paiements de transfert ont augmenté de 15,4 % par rapport à 1989, surtout en raison d'une hausse plus rapide du nombre de personnes âgées et de familles monoparentales. Les impôts payés par les familles ont augmenté de 5,7 % en moyenne en 1998 au moment où l'économie continuait de s'améliorer et que plus de personnes travaillaient. Les impôts représentaient 20,1 % des revenus globaux en 1998 par rapport à 19,3 % en 1989.

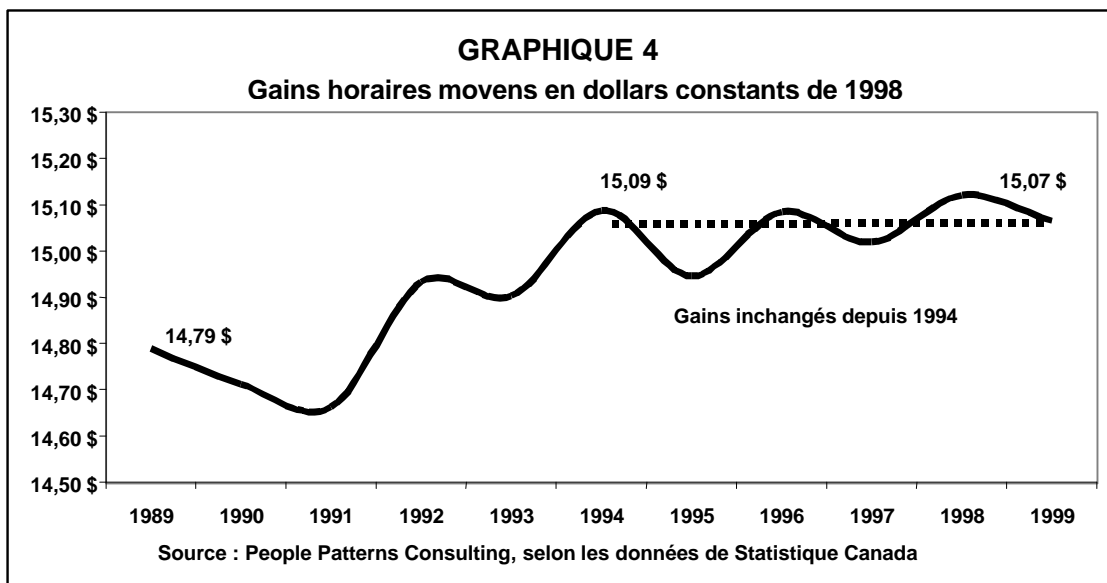
<b>TABLEAU 1 – Déterminants du revenu familial moyen</b>						
<b>(les cellules ombragées indiquent les périodes où les revenus, les paiements de transfert ou les impôts ont diminué)</b>						
	<b>Perspective à long terme</b>		<b>Perspective à court terme (3 ans)</b>			
	<b>revenu en \$ de 1998</b>		<b>% du changement pour certaines périodes</b>			
	1989	1998	98/89	96/95	97/96	98/97
Revenu marchand (gains, etc.)	54 508 \$	55 224 \$	1,3	1,3	2,8	4,7
PLUS: paiements de transfert de l'État aux familles	5 972 \$	6 892 \$	15,4	2,4	-3,0	0,0
ÉGALE: Revenu monétaire total	60 480 \$	62 116 \$	2,7	1,4	2,1	4,1
MOINS: Impôt sur le revenu	11 673 \$	12 489 \$	7,0	0,6	2,8	5,7
ÉGALE : Revenu après impôt	48 807 \$	49 626 \$	1,7	1,6	2,0	3,7

Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, *Le revenu au Canada*, 1998

### COMMENT LES FAMILLES SE DÉBROUILLENT-ELLES?

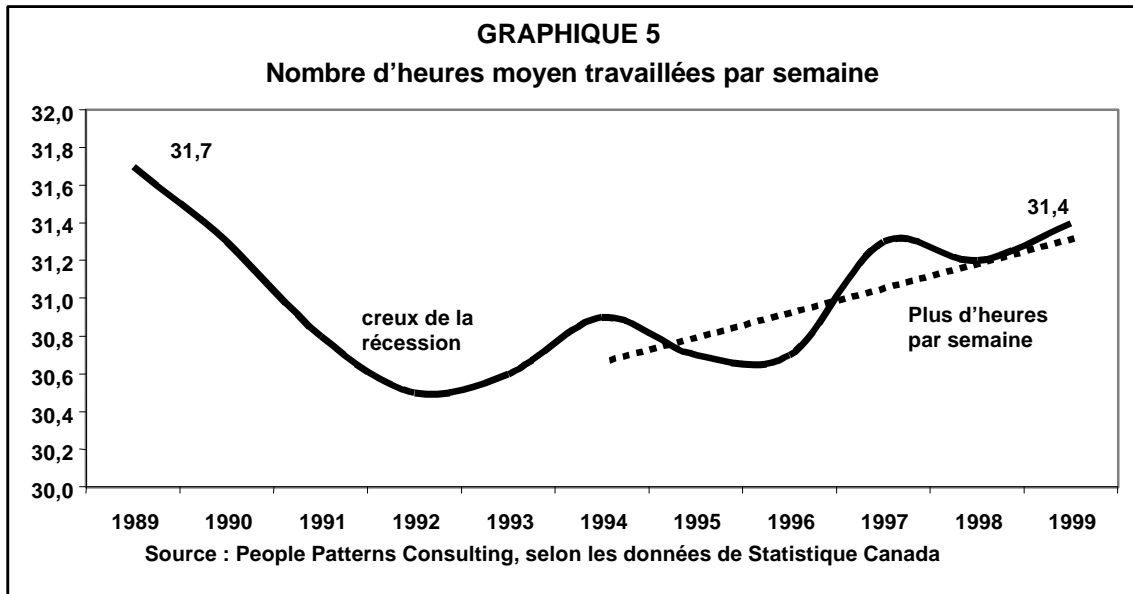
Faut-il se réjouir des gains enregistrés par le revenu familial à la faveur du marché? Bien sûr, mais cela dépend de comment on le voit. Les familles les ont réalisés en travaillant davantage et non en gagnant un salaire horaire plus élevé.

Le salaire horaire moyen en dollars constants est demeuré inchangé depuis 1994 et la tendance se poursuit en 2000. Même les augmentations de prix relativement faibles ont annulé les maigres gains salariaux dus à la vigueur du marché.

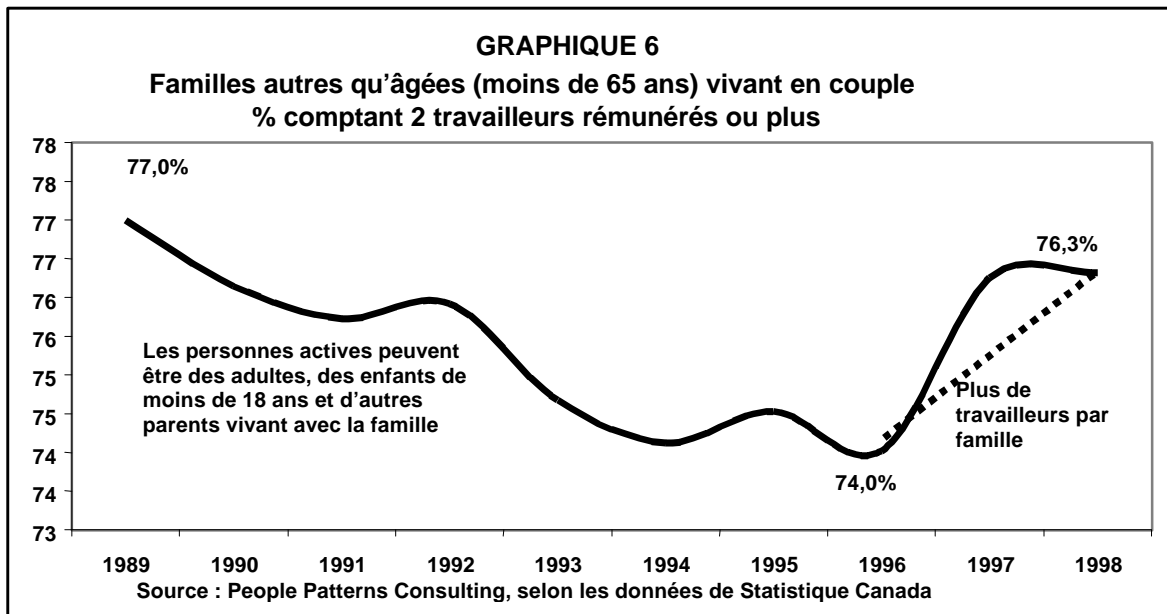


Le nombre d'heures travaillées par semaine est encore une fois à la hausse. En 1999, les travailleurs ont contribué 31,4 heures en moyenne de travail par semaine par rapport à 30,5 heures

en 1992, au creux de la récession. Ce phénomène est en partie dû à l'augmentation des emplois à temps plein.



L'appréciation du revenu familial au cours des dernières années est principalement liée à la hausse rapide du nombre de travailleurs dans chaque famille. En 1998, plus de 76 % des familles autres qu'âgées (membres ayant moins de 65 ans) comptaient deux travailleurs rémunérés ou plus, une hausse marquée par rapport à 74 % en 1996. Une économie plus vigoureuse semble avoir attiré dans la population active un plus grand nombre de conjoints, conjointes, jeunes et autres parents (toute personne de plus de 18 ans) vivant dans le même ménage.



## LES GAINS DE REVENU TOUCHENT TOUS LES GENRES DE FAMILLE

L'Annexe A donne plus d'information sur les revenus après impôt pour certains genres de famille. Les sections ombragées indiquent une baisse de revenu. La dernière colonne de l'Annexe A traite de 1998 et ne possède pas de cellules ombragées concernant les familles pour la première fois depuis plusieurs années. La seule section ombragée touche les individus libres de liens familiaux.

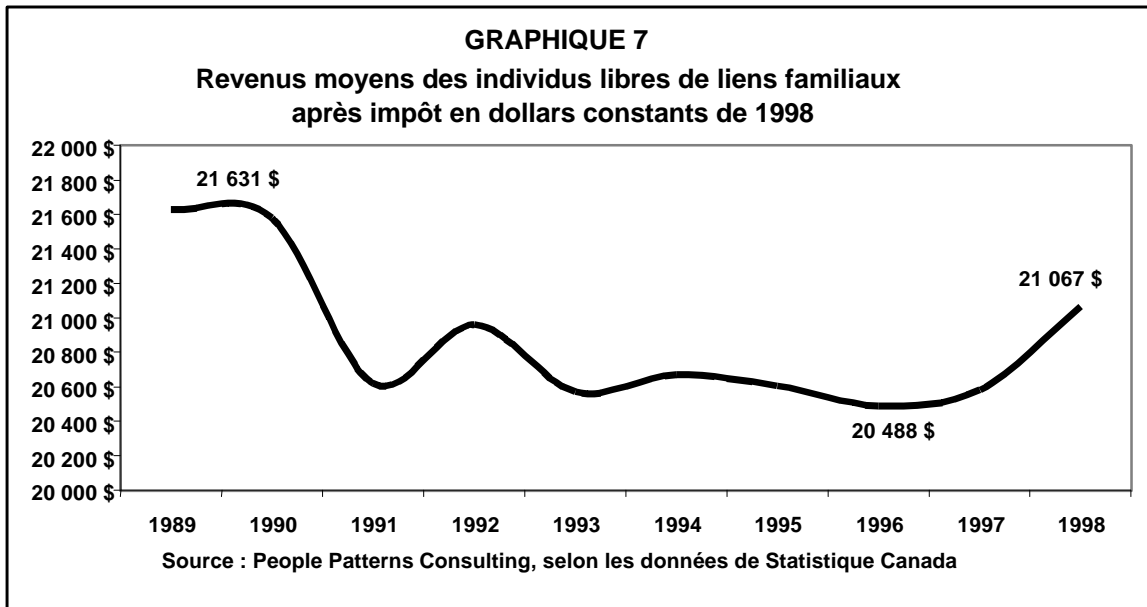
Tous les genres de famille ont amélioré leur revenu en 1998. Les gains à deux chiffres se sont manifestés chez les couples à revenu unique avec enfants (+12,5 %) et les couples mariés âgés (+11,3 %). Les familles monoparentales dirigées par une femme ou un homme ont connu des gains d'environ 7 %. Les familles du quintile supérieur ont vu leur revenu après impôt/après paiements de transfert croître de 4,8 % en 1998 contre 2,7 % pour les familles du quintile inférieur, soit la plus petite augmentation parmi les cinq groupes de revenu.

En 1998, les « autres familles âgées » ont enregistré les plus petits gains après impôt, soit 0,8 %. Ce groupe représente environ le tiers de toutes les familles âgées et comprend les familles formées de frères et de soeurs ainsi que de différentes combinaisons de familles intergénérationnelles comme un parent vieillissant et ses enfants.

Les augmentations par province ont varié en 1998. Les augmentations par province ont varié. On a constaté de légères hausses d'environ 2,5 % pour les familles de la Saskatchewan, de Terre-Neuve et du Québec et des hausses plus marquées d'environ 4,5 % pour les familles de l'Ontario et du Manitoba.

## LES INDIVIDUS LIBRES DE LIENS FAMILIAUX N'ONT PAS LA MÊME VEINE

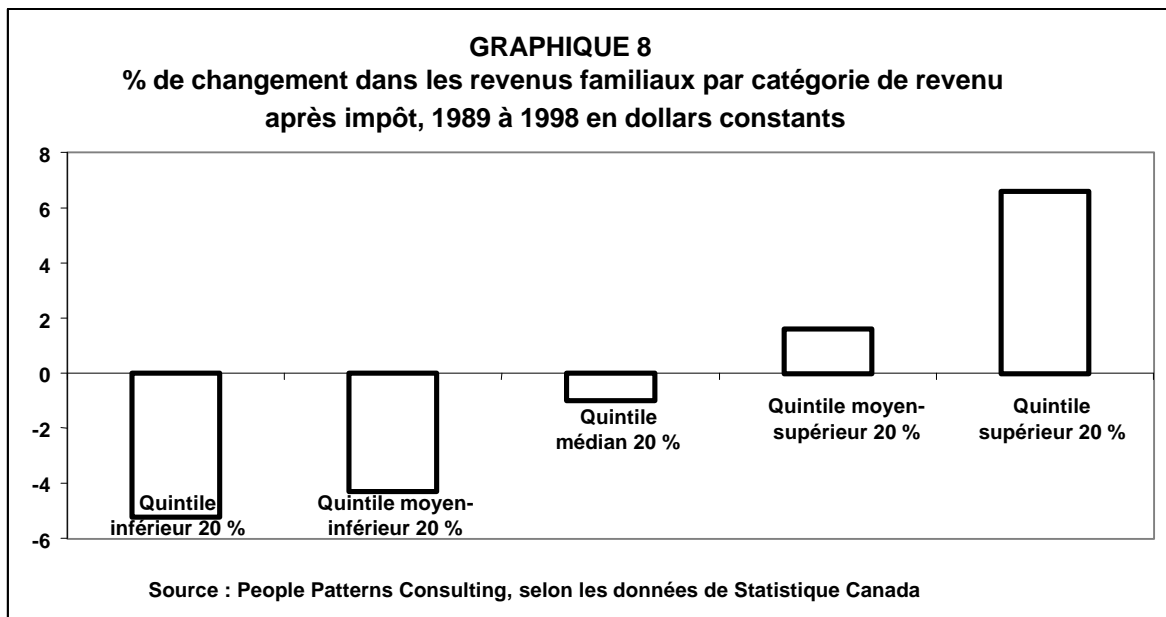
La section précédente a révélé que les revenus familiaux après impôt ont atteint un sommet inégalé. Par contraste, les revenus des ménages non familiaux demeurent inférieurs aux niveaux antérieurs de la décennie. Les individus libres de liens familiaux représentent le tiers de l'ensemble des ménages au Canada. Les revenus moyens après impôt de ces personnes ont reculé d'environ 2,6 % au cours de la décennie. Au cours de la période, la situation des aînés s'est améliorée, tandis que les personnes autres qu'âgées ont vu leur revenu diminuer. Les revenus des femmes célibataires autres qu'âgées (moins de 65 ans) ont baissé de 6,6 % entre 1989 et 1998, tandis que ceux des hommes de la même cohorte ont régressé de 4,9 %. Les jeunes adultes ont encaissé l'essentiel de cette baisse (voir Graphique 10). Le mouvement à la baisse pourrait être terminé, car la situation des personnes autres qu'âgées (moins de 65 ans) s'est améliorée au cours des deux dernières années (voir Annexe A).



### **RÉPARTITION DU REVENU DANS LES ANNÉES 1990 : CINQ MILLIONS DE FAMILLES PERDANTES ET 3,3 MILLIONS DE GAGNANTES DANS LES ANNÉES 1990**

Il est facile d'examiner la répartition du revenu en divisant les familles en cinq catégories égales, des plus pauvres aux plus riches. Chaque catégorie a progressé au cours des deux dernières années, mais la situation de 60 % des familles s'est détériorée dans l'ensemble de la décennie.

- Bonne nouvelle pour toutes les familles... chacune des cinq catégories a vu son revenu croître en 1998.
- Une assez bonne nouvelle pour la plupart des familles... en 1997, 4 des 5 catégories ont vu leur revenu progresser, à l'exception du groupe le plus pauvre.
- Par ailleurs, une très mauvaise nouvelle pour la plupart des familles... les 60 % des familles formant les quintiles inférieurs (près de 5 millions de familles) ont vu leur revenu après impôt diminuer dans les années 1990, tandis que les 40 % formant les quintiles supérieurs (3,3 millions de familles) ont connu des augmentations de revenu. Et, plus vous étiez pauvres, pire était la situation. De 1989 à 1998, les familles du quintile inférieur ont subi la plus forte baisse dans leur revenu après impôt (-5,2 %), tandis que les familles du quintile supérieur ont connu les plus importantes augmentations (+6,6 %) (voir graphique ci-dessous), après la réallocation des paiements de transfert et l'impôt sur le revenu. En 1998, les familles du quintile inférieur disposaient d'un revenu moyen de 17 662 \$ après impôt par rapport à 96 175 \$ en moyenne pour celles du quintile supérieur (voir Annexe A).
- La part de l'ensemble du « camembert du revenu familial après impôt » qui est allée aux familles du quintile inférieur a diminué, passant de 7,6 % à 7,1 % au cours de la décennie. Par ailleurs, la part de celles du quintile supérieur est passée de 37,0 % en 1989 à 38,8 % en 1998.

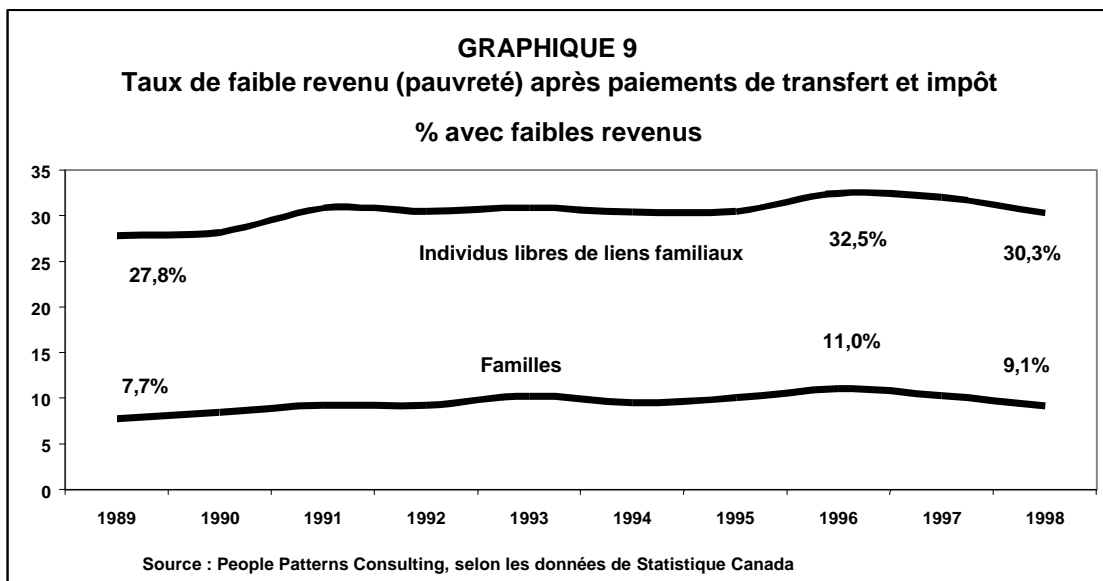


## LES TAUX DE FAIBLE REVENU S'AMÉLIORENT POUR UNE DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE

Statistique Canada classe une famille comme étant à faible revenu (d'aucuns disent pauvre) si elle consacre 64 % ou plus de son revenu après impôt à la nourriture, au logement et aux vêtements. En 1998, une famille de quatre vivant dans un milieu urbain ayant une population de 500 000 ou plus avec un revenu de moins de 27 890 \$ était classée à faible revenu.

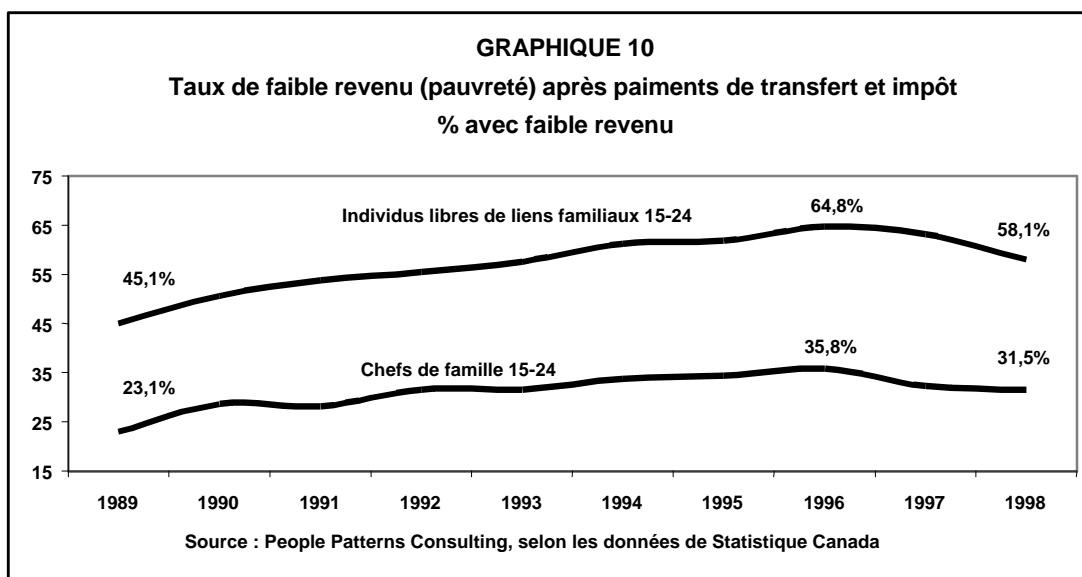
Les taux de faible revenu (déterminés après impôt et paiements de transfert), pour tous les genres de famille et les individus libres de liens familiaux en tant que groupe, se sont améliorés en 1997 et 1998. En 1998, les améliorations étaient évidentes pour tous les types de ménage, à l'exception des « autres familles âgées » (familles formées de frères et de sœurs ainsi que de différentes combinaisons de familles intergénérationnelles comme un parent vieillissant et ses enfants), des hommes âgés libres de liens familiaux et des familles vivant à Terre-Neuve. Également en 1998, les taux de faible revenu variaient de 1,7 % seulement pour les couples âgés mariés à 42,0 % pour les familles monoparentales dirigées par une femme.

Beaucoup de chemin reste à parcourir. Les taux de faible revenu demeurent au-dessus de ceux atteints en 1989 pour la plupart des genres de famille et pour les individus libres de liens familiaux. La situation s'est le plus détériorée pour les hommes autres qu'âgés (de 24,1 % en 1989 à 30,3 % en 1998), les femmes autres qu'âgées (de 32,9 % à 38,8 %) et pour les « autres familles âgées » (de 5,2 % à 10,6 %) pendant la période de 1980 à 1998 (voir Annexe B).



### MAUVAISE DÉCENNIE POUR LES JEUNES DE 15 À 24 ANS

Les années 1990 ont été difficiles pour les jeunes de 15 à 24 ans. Le taux de faible revenu pour les chefs de famille de ce groupe d'âge a grimpé de 23,1 % en 1989 à 35,8 % en 1996 pour redescendre à 31,5 % depuis. Le taux de faible revenu pour les individus libres de liens familiaux du même groupe d'âge a monté en flèche, passant de 45,1 % en 1989 à 65 % en 1996. Ce taux est redescendu à 58 % en 1998. Il s'agit du même groupe qui tente de financer des niveaux plus élevés de scolarité, de lancer une carrière et de fonder une famille. On estime que le resserrement du marché du travail et la possibilité d'un manque de main-d'oeuvre futur se traduiront par une amélioration des revenus de ce groupe dans un proche avenir.<sup>1</sup>



## LES DÉPENSES AUGMENTENT SANS CESSER

Les dépenses totales par ménage ont augmenté de 1,9 % en 1999 à la suite de fortes hausses pendant chacune des deux années antérieures. Les avancées de 1999 ont été évidentes dans toutes les catégories de dépenses majeures.

Les dépenses qui ont augmenté le plus rapidement en 1999 étaient liées aux loisirs, au divertissement, à l'éducation ainsi qu'aux biens et services de nature culturelle (+5,4 %). Cette catégorie a enregistré des augmentations très considérables au cours de chacune des trois dernières années. Les dépenses relatives au transport et aux communications (+3,7 %) ont également été très fortes. L'argent consacré à la nourriture, aux boissons alcoolisées et aux produits du tabac ont connu la plus faible hausse (+0,6 %).

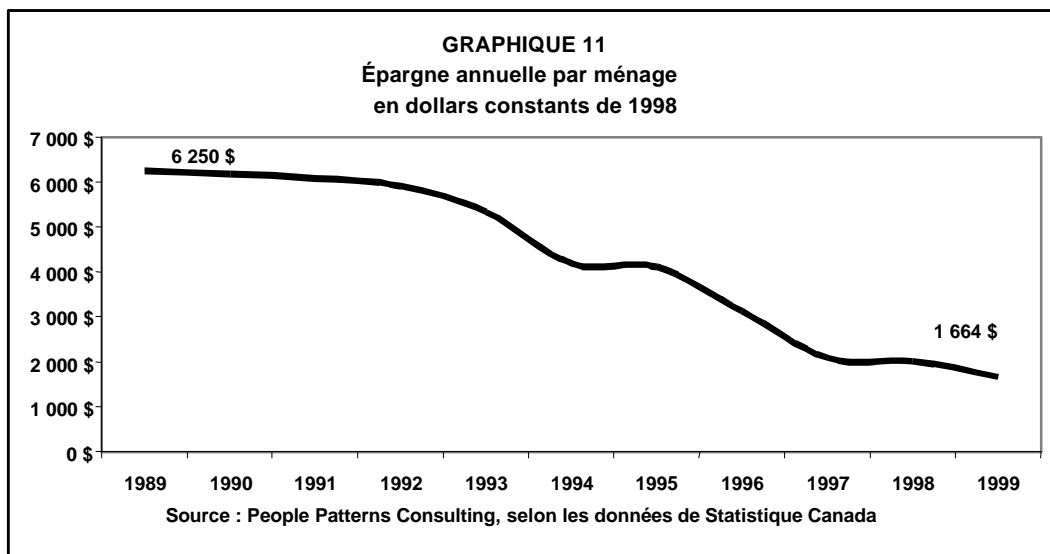
En 1999, les dépenses totales par ménage étaient de 5,0 % supérieures au niveau d'il y a dix ans. Au cours de la décennie, les augmentations les plus considérables ont été enregistrées dans les dépenses pour les loisirs, le divertissement, l'éducation et les biens et services de nature culturelle (+31,3 %) ainsi que pour les soins médicaux et les services de santé (+25,7 %). Ces derniers semblent indiquer que les Canadiens doivent dépenser davantage pour obtenir ou compléter leurs services de soins de santé. Les dépenses par ménage pour la nourriture, les boissons alcoolisées et les produits du tabac (-4,5 %) ainsi que pour les vêtements et les chaussures (-8,6 %) ont toutes deux baissées pendant la décennie.

<b>TABLEAU 2 Dépenses moyennes par ménage</b>						
<b>Les ménages comprennent les familles et les individus libres de liens familiaux</b>						
<b>(les cellules ombragées indiquent les périodes où les revenus, les dépenses ou les épargnes ont diminué)</b>						
	<b>Perspective à long terme</b>		<b>Perspective à court terme (3 ans)</b>			
	<b>dépenses en \$ de 1998</b>		<b>% du changement pendant certaines périodes</b>			
	1989	1999	99/89	97/96	98/97	99/98
<b>DÉPENSES TOTALES</b>	<b>41 974 \$</b>	<b>44 058 \$</b>	<b>5,0</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>
Principales catégories (excluant les éléments articles résiduels)						
Nourriture, boissons alcoolisées et produits du tabac	6 364 \$	6 076 \$	-4,5	0,2	0,6	0,6
Vêtements et chaussures	2 413 \$	2 207 \$	-8,6	0,3	2,8	1,3
Loyer brut, combustible et électricité	9 245 \$	10 045 \$	8,6	0,3	0,0	1,1
Mobilier, équipement, etc.	3 678 \$	3 616 \$	-1,7	2,8	2,8	1,9
Soins médicaux et services de santé	1 548 \$	1 946 \$	25,7	5,1	1,8	0,8
Transport et communications	6 524 \$	6 940 \$	6,4	6,8	1,6	3,7
Loisirs, divertissement, éduc., culture	3 734 \$	4 902 \$	31,3	6,1	6,3	5,4
Biens et services personnels	6 955 \$	7 823 \$	12,5	3,1	2,6	1,2
Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, <i>Comptes économiques et financiers nationaux</i>						

## L'ÉPARGNE ANNUELLE DIMINUE...

Les dépenses par ménage ont augmenté plus rapidement que les revenus. Il en a résulté une forte baisse des épargnes annuelles. En 1989, les ménages canadiens ont épargné en moyenne 6 250 \$, incluant les cotisations aux régimes de retraite gouvernementaux. En 1999, le niveau d'épargne annuel a littéralement fondu pour s'établir à un maigre 1 664 \$. Cette même année, l'épargne moyenne des ménages canadiens représentait seulement le quart du montant épargné dix ans plus tôt. Le déclin de l'épargne annuelle s'est poursuivi pour chacune des trois dernières années. Le pourcentage de l'épargne par rapport au revenu après impôt a chuté, passant de 13 % en 1989 à 3,6 % seulement en 1999.

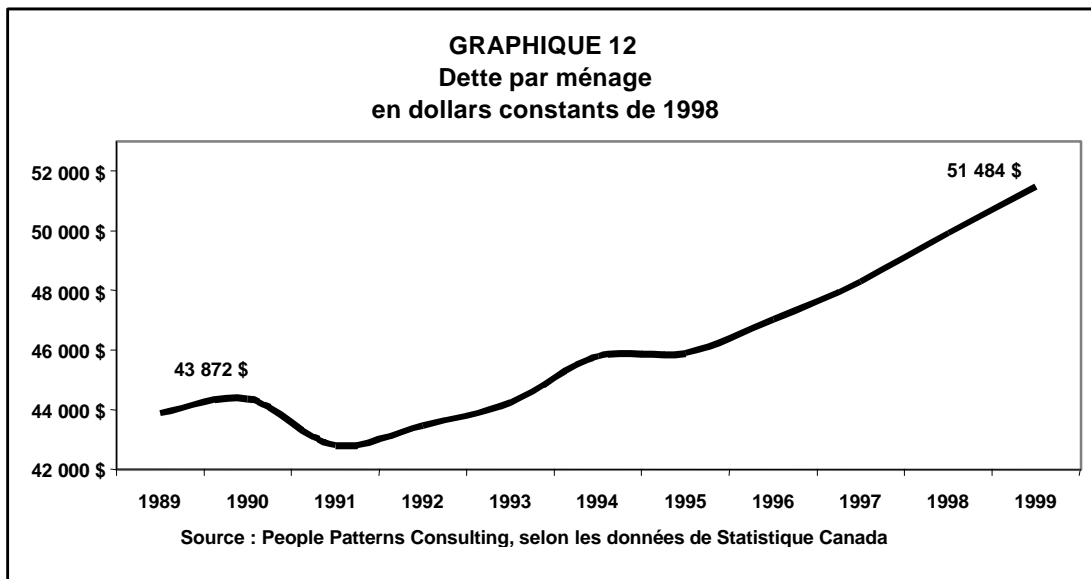
Au regard des estimations issues d'une autre enquête, l'épargne des ménages des deux quintiles inférieurs a été nulle en 1998, celle du quintile médian s'est à peine maintenue tandis que les deux quintiles supérieurs ont sensiblement augmenté leur épargne cette année-là.<sup>2</sup>



## LES MÉNAGES CONTINUENT DE S'ENDETTER...

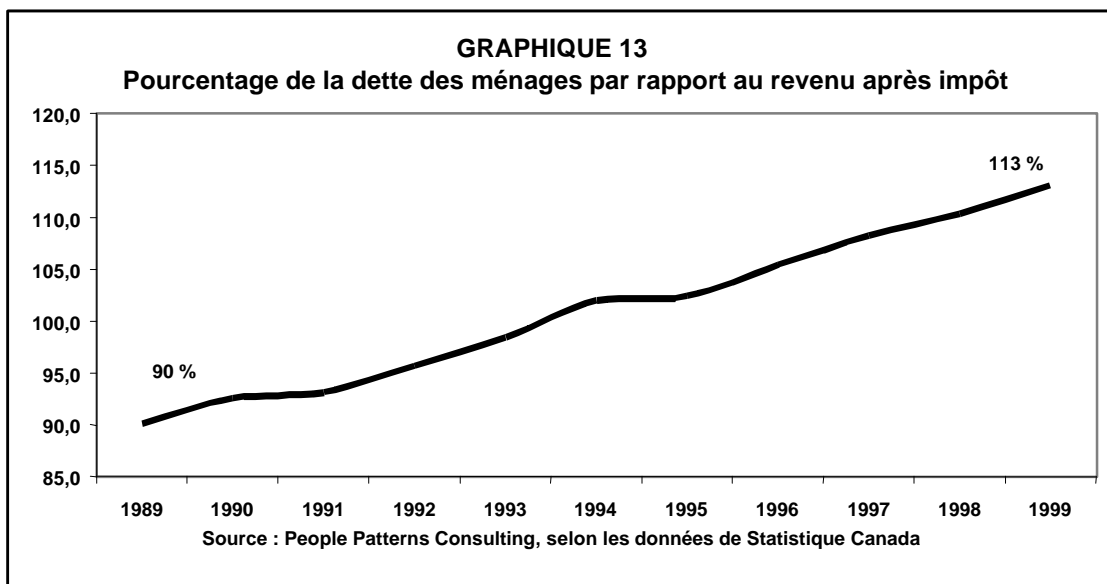
En 1999, les ménages canadiens avaient un endettement moyen de 51 484 \$ composé de l'hypothèque, du crédit à la consommation et « d'autres dettes » (comme les marges de crédit). (Voir Graphique 12 et Tableau 3).

Le niveau d'endettement par ménage s'est accru chaque année sans exception à partir de 1992. De 1989 à 1999, la dette totale a bondi de 17,4 %. Les « autres dettes » (+22,7 %) (principalement les marges de crédit), l'hypothèque (+17,2 %) et le crédit à la consommation (+14,9 %) ont connu la croissance la plus rapide.



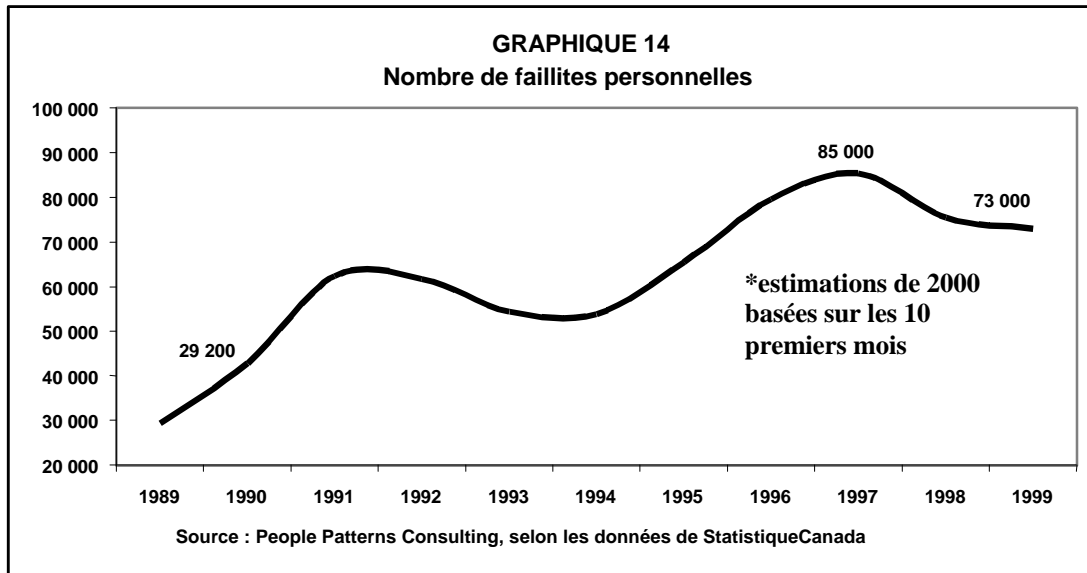
### L'ENDETTEMENT EST MAINTENANT PLUS ÉLEVÉ QUE LES REVENUS ANNUELS

En 1989, le montant total de la dette active équivalait à 90 % du revenu moyen du ménage après impôt (revenu personnel disponible). Ce ratio avait bondi à 113 % en 1999. Cela semble indiquer que les paiements mensuels sur le capital du crédit à la consommation et de l'hypothèque se feraient plus difficilement et/ou prendraient plus d'années à être liquidés. Heureusement, les taux d'intérêt ont été relativement bas (voir Graphique 15). Les autres ratios indiquent aussi un lourd endettement (voir Graphique 18).



### LE NOMBRE DE FAILLITES PERSONNELLES REFLÈTE LES NIVEAUX D'ENDETTEMENT DES ANNÉES 1990

En 1989, quelque 29 200 particuliers ont déclaré faillite. En 1997, le nombre de faillites s'est chiffré à 85 000, soit presque le triple de 1989. La situation s'est quelque peu redressée en 1998 et 1999. À la lumière de l'information disponible pour les 10 premiers mois de l'année, on estime que le nombre de faillites personnelles a atteint environ 76 000 en 2000. Les faillites personnelles recensées en 2000 étaient encore 2,6 fois plus nombreuses qu'en 1989.

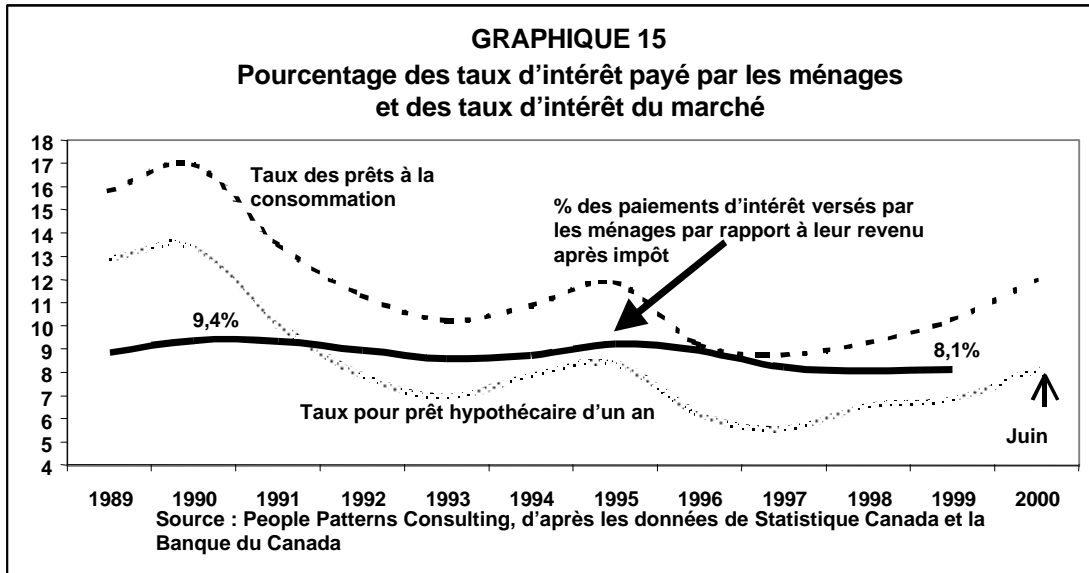


## **LES TAUX D'INTÉRÊT PLUS FAIBLES DONNENT UN SÉRIEUX COUP DE POUCE À BEAUCOUP DE MÉNAGES**

Les effets négatifs de l'accroissement des niveaux d'endettement ont été compensés par des taux d'intérêt favorables tout au long de la seconde moitié des années 1990.

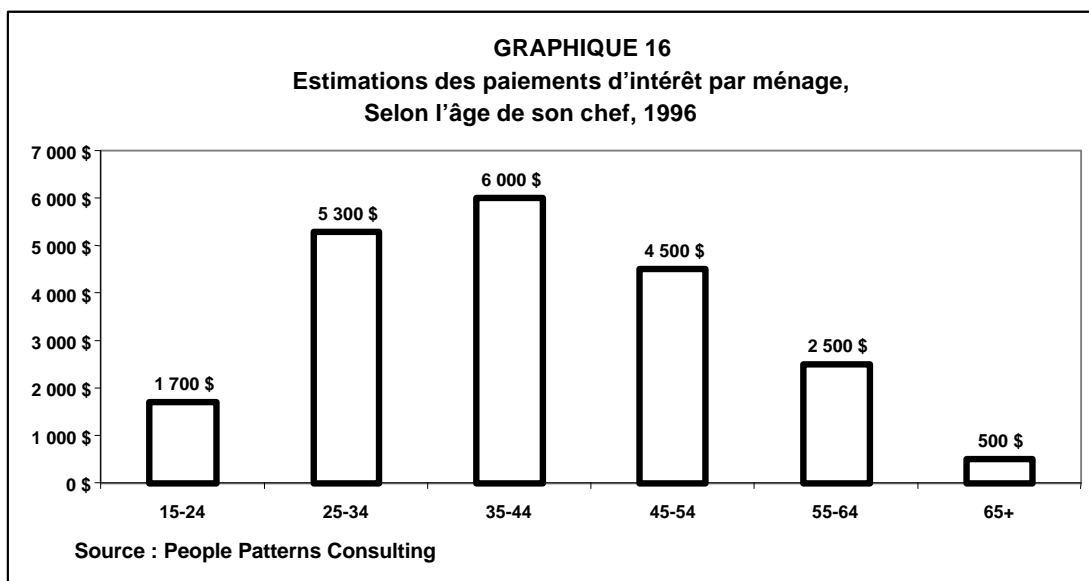
En 1990, les paiements d'intérêt équivalaient à 9,4 % du revenu des ménages après impôt contre 8,1 % en 1999.

La hausse des taux d'intérêt pour les prêts personnels et les prêts hypothécaires au cours des 6 premiers mois de l'an 2000 semble indiquer que les ménages pourraient devoir payer des intérêts plus élevés au cours des mois à venir.



### LES MÉNAGES COMPOSÉS DE PERSONNES D'ÂGE MOYEN PAIENT LE PLUS D'INTÉRÊT

En 1996, le ménage typique a payé environ 3 900 \$ en intérêt, soit environ 8,9 % de son revenu après impôt. Les paiements d'intérêt varient de façon notable selon l'âge du chef du ménage. Les paiements en intérêt des ménages dirigés par des personnes âgées de 15 à 24 ans sont estimés à 1 700 \$ par an. Ce sont les ménages dirigés par des personnes âgées de 25 à 34 ans qui paient le plus d'intérêt (5 300 \$), 35 à 44 ans (6 000 \$) et 45 à 54 ans (4 500 \$). Les personnes âgées paient très peu d'intérêt. Toute hausse dans les taux d'intérêt a un impact immédiat sur les groupes qui en paient le plus.



## LA VALEUR NETTE NE CESSE DE CROÎTRE

En 1999, les ménages canadiens avaient en moyenne une valeur nette (actif moins passif) de 231 234 \$. La valeur nette a progressé à chacune des trois dernières années et, en 1999, a dépassé de 10,9 % celle de 1989.

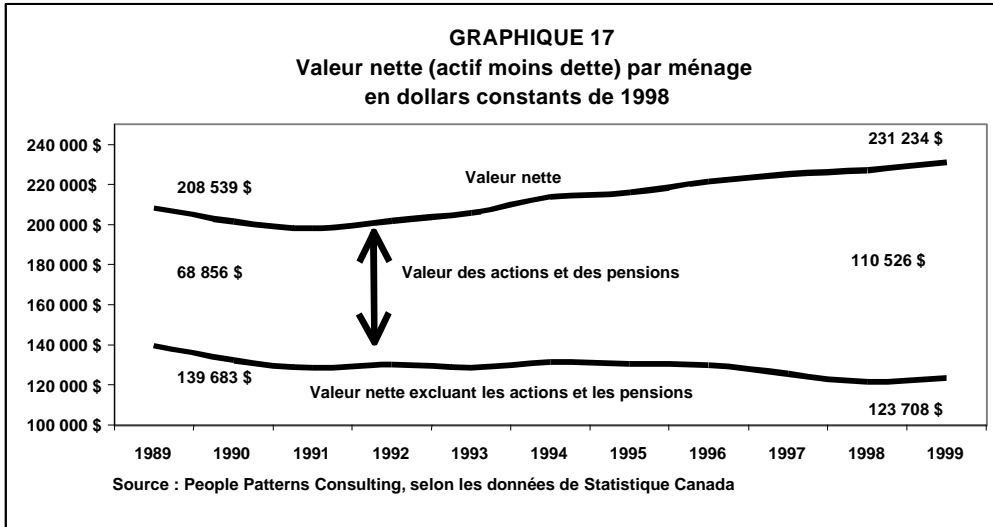
L'actif total s'est aussi accru à chacune des trois dernières années. La valeur moyenne des actifs s'établissait à 282 718 \$ en 1999, soit une hausse de 12 % par rapport à la décennie antérieure. Au cours des dix ans, la plus spectaculaire accumulation d'actifs a été le bond de 62,5 % dans la valeur des titres boursiers et la hausse de 52,2 % dans la valeur de l'assurance-vie et des pensions. La valeur des biens fonciers et immobiliers demeure le plus important actif détenu (95 383 \$), même si elle n'a pratiquement pas progressé pendant les années 1990.

<b>TABLEAU 3 Composantes majeures de la valeur nette moyenne par ménage</b>						
<b>(les cellules ombragées indiquent les périodes où les indicateurs se sont contractés)</b>						
	<b>Perspective à long terme</b>		<b>Perspective à court terme (3 ans)</b>			
	<b>en \$ de 1998</b>		<b>% de changements pendant certaines périodes</b>			
	<b>1989</b>	<b>1999</b>	<b>99/89</b>	<b>97/96</b>	<b>98/97</b>	<b>99/98</b>
<b>PLUS actif total</b>	<b>252 411 \$</b>	<b>282 718 \$</b>	<b>12,0</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,9</b>
Actifs financiers	134 623 \$	163 301 \$	21,3	2,8	1,0	2,1
actions	26 432 \$	42 948 \$	62,5	10,6	8,0	1,3
assurance-vie/pensions	42 424 \$	64 579 \$	52,2	7,7	4,9	1,9
OÉC	4 904 \$	2 125 \$	-56,7	-11,8	-11,6	-5,9
Actifs non financiers	117 789 \$	119 417 \$	1,4	0,7	1,8	1,7
biens fonciers et immobiliers	91 396 \$	95 383 \$	4,4	0,6	1,8	1,6
<b>MOINS dette totale</b>	<b>43 872 \$</b>	<b>51 484 \$</b>	<b>17,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,4</b>	<b>3,1</b>
crédit à la consommation	10 366 \$	11 912 \$	14,9	5,0	4,9	4,0
hypothèques	27 923 \$	32 720 \$	17,2	1,0	1,9	1,3
« autres dettes »	5 582 \$	6 852 \$	22,7	8,4	8,5	10,6
<b>ÉGALE valeur nette</b>	<b>208 539 \$</b>	<b>231 234 \$</b>	<b>10,9</b>	<b>1,7</b>	<b>0,9</b>	<b>1,7</b>

Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, *Les comptes du bilan national*

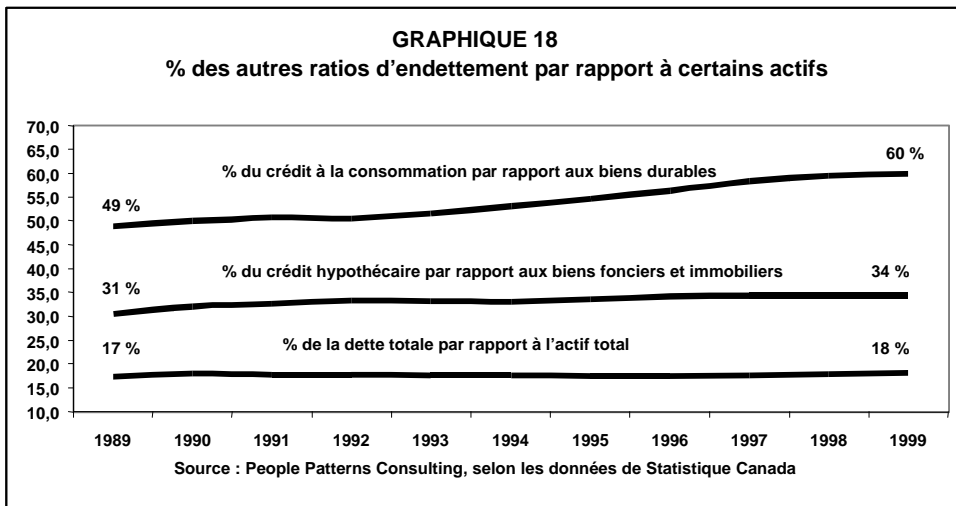
## LES MÉNAGES INVESTISSENT DE PLUS EN PLUS

L'accumulation d'actions ainsi que de la valeur des pensions et de l'assurance-vie a joué un rôle de premier plan dans la croissance de la valeur nette dans les années 1990. La valeur nette a en fait diminué au cours de la décennie si on exclut les actions, les pensions et l'assurance-vie. Un grand nombre de Canadiens semblent épargner pour la retraite et ils sont des investisseurs beaucoup plus hardis qu'avant. La détention de titres boursiers a connu une hausse spectaculaire pendant la décennie, tandis que celle des Obligations d'épargne du Canada (OÉC) a fondu presque de moitié. Selon la Bourse de Toronto, 49 % des adultes canadiens détiennent en ce moment des actions, directement ou par le biais de fonds communs de placement, par rapport à 23 % en 1989.<sup>3</sup> Il importe aussi de noter qu'à l'inverse, 51 % des adultes Canadiens ne possèdent pas d'actions, directement ou par le biais de fonds communs de placement. (Statistique Canada publiera sous peu une enquête réalisée en 1999 sur la répartition de la richesse. L'Institut Vanier préparera un rapport de fond sur les résultats de cette enquête. À surveiller!)



### LES RATIOS DETTE/ACTIF ONT ATTEINT UN PLATEAU AU COURS DES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Les ménages augmentent leur crédit à la consommation. Le pourcentage du crédit à la consommation par rapport à la valeur des biens durables a connu une hausse, passant de 49% en 1989 à 60% en 1999. Le ratio des hypothèques par rapport à la valeur des biens fonciers et immobilier était de 31% en 1989 à 34% en 1999. Le pourcentage de la dette totale par rapport à l'actif total s'est accru plus lentement, même si les dettes ont augmenté un peu plus vite que les actifs. Chacun de ces ratios s'est stabilisé au cours des deux dernières années.



<b>ANNEXE A – Revenu moyen des familles et des individus libres de liens familiaux après impôt</b>						
<b>(les cellules ombragées indiquent les périodes où les revenus ont diminué)</b>						
	<i>Perspective à long terme</i>		<i>Perspective sur 3 ans</i>			
	revenu en \$ de 1998		% du changement pendant certaines périodes			
	1989	1998	98/89	96/95	97/96	98/97
Toutes les familles	48 807 \$	49 626 \$	1,7	1,6	2,0	3,7
Familles âgées (65 ans et plus)						
Couples mariés âgés	35 482 \$	38 846 \$	9,5	-1,6	1,4	11,3
Autres familles âgées	47 544 \$	40 415 \$	-15,0	-15,8	0,4	0,8
Familles autres qu'âgées (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfant	46 432 \$	49 769 \$	7,2	3,2	3,0	2,9
Revenu unique	39 657 \$	40 399 \$	1,9	-0,7	6,2	5,3
Double revenu	50 909 \$	56 232 \$	10,5	4,8	1,1	3,5
Couples mariés avec enfants	53 872 \$	55 074 \$	2,2	0,6	2,7	4,7
Revenu unique	40 551 \$	41 860 \$	3,2	4,2	-3,6	12,5
Double revenu	52 760 \$	56 090 \$	6,3	1,0	2,5	3,4
Mères seules	24 070 \$	24 424 \$	1,5	-1,5	-0,4	7,1
Pères seuls	40 159 \$	36 180 \$	-9,9	10,4	-0,5	6,9
Toutes les familles par catégorie de revenu						
Familles du quintile inférieur	18 624 \$	17 662 \$	-5,2	-2,9	-0,4	2,7
Familles du quintile médian-inférieur	33 188 \$	31 754 \$	-4,3	-0,2	0,6	3,1
Familles du quintile médian	44 447 \$	44 019 \$	-1,0	2,0	0,8	3,0
Familles du quintile médian-supérieur	57 605 \$	58 533 \$	1,6	2,1	1,6	3,3
Familles du quintile supérieur	90 186 \$	96 175 \$	6,6	2,8	3,7	4,8
Toutes les familles, selon la province						
Terre-Neuve	40 185 \$	37 731 \$	-6,1	-1,2	-0,9	2,6
Île-du-Prince-Édouard	41 022 \$	42 270 \$	3,0	1,0	-0,5	3,6
Nouvelle-Écosse	43 072 \$	41 499 \$	-3,7	2,0	0,1	3,1
Nouveau-Brunswick	40 921 \$	41 131 \$	0,5	3,4	-1,9	3,4
Québec	43 584 \$	42 787 \$	-1,8	0,4	0,7	2,6
Ontario	55 610 \$	55 619 \$	0,0	2,2	2,8	4,6
Manitoba	44 846 \$	45 373 \$	1,2	-3,2	1,0	4,4
Saskatchewan	42 144 \$	43 407 \$	3,0	-0,7	2,0	2,5
Alberta	48 902 \$	52 388 \$	7,1	6,0	3,2	3,7
Colombie-Britannique	48 051 \$	51 424 \$	7,0	0,0	1,9	2,8
Individus libres de liens familiaux						
Total	21 631 \$	21 067 \$	-2,6	-0,6	0,5	2,4
Hommes âgés (65 ans et plus)	21 013 \$	22 299 \$	6,1	2,2	1,6	1,2
Femmes âgées (65 ans et plus)	17 385 \$	18 095 \$	4,1	4,0	5,8	-6,2
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	24 438 \$	23 249 \$	-4,9	-0,3	0,3	3,1
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	20 834 \$	19 464 \$	-6,6	-4,4	0,6	2,2

Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, *Le revenu au Canada, 1998*

<b>ANNEXE B – Familles et individus libres de liens familiaux, à faible revenu (dits pauvres), après impôt</b>						
<b>(les cellules ombragées indiquent les périodes où les taux de faible revenu ont empiré)</b>						
	<b>Perspective à long-terme</b>			<b>Perspective à court terme (3ans)</b>		
	<b>% avec faibles revenus</b>		<b>changement en points de pourcentage pendant certaines périodes</b>			
	1989	1998	98/89	96/95	97/96	98/97
Toutes les familles	7,7	9,1	1,4	1,0	-0,7	-1,2
Familles âgées (65 ans et plus)						
Couples mariés âgés	2,9	1,7	-1,2	s/o	0,0	-0,2
Autres familles âgées	5,2	10,6	5,4	3,3	2,7	0,7
Familles autres qu'âgées (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfant	5,1	5,6	0,5	0,5	-0,7	-0,9
Revenu unique	6,9	6,9	0,0	0,2	0,0	-3,6
Double revenu	1,7	2,2	0,5	0,8	-0,3	-0,5
Couples mariés avec enfants	6,3	7,3	1,0	0,3	-0,6	-2,2
Revenu unique	14,3	17,9	3,6	1,5	1,6	-5,9
Double revenu	3,9	3,7	-0,2	-0,3	0,2	-1,3
Mères seules	43,1	42,0	-1,1	3,4	-2,7	-4,8
Pères seuls	s/o	17,5	s/o	3,3	-5,7	-0,6
Toutes les familles, selon la province						
Terre-Neuve	9,3	11,8	2,5	-1,8	-1,4	0,4
Île-du-Prince-Édouard	4,5	5,0	0,5	1,8	-1,4	-1,0
Nouvelle-Écosse	7,6	10,7	3,1	-0,3	0,5	-0,6
Nouveau-Brunswick	8,4	8,5	0,1	-2,0	0,8	-1,1
Québec	8,6	12,0	3,4	2,2	0,5	-2,4
Ontario	5,7	7,9	2,2	0,6	-1,1	-1,0
Manitoba	10,6	10,6	0,0	2,0	-0,2	-2,1
Saskatchewan	9,8	6,8	-3,0	-1,8	-1,4	-1,2
Alberta	9,8	9,0	-0,8	-0,8	-0,7	-1,4
Colombie-Britannique	8,0	8,2	0,2	1,2	-1,4	-2,0
Individus libres de liens familiaux						
Total	27,8	30,3	2,5	2,0	-0,5	-1,7
Hommes âgés (65 ans et plus)	16,7	17,4	0,7	5,7	-1,0	0,8
Femmes âgées (65 ans et plus)	30,7	22,1	-8,6	1,6	-2,3	-1,4
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	24,1	30,3	6,2	1,4	-0,6	-2,4
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	32,9	38,8	5,9	2,8	1,1	-2,1

Note : Les familles de 4 personnes vivant dans une ville de 500 000 habitants ou plus avec un revenu annuel de moins de 27 890 \$ et les familles de 4 personnes en milieu rural ayant un revenu annuel de moins de 18 285 \$ sont classées comme étant à faible revenu.

Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada, *Le revenu au Canada, 1998*

## Notes en fin de texte

---

<sup>1</sup> COUNTDOWN: Future Shortages in the Canadian Labour Market, People Patterns Consulting, mars 2000.

<sup>2</sup> Statistique Canada, *Les habitudes de dépenses au Canada*, 1998 (62-202-XPF), plus estimations par l'auteur.

<sup>3</sup> Site Web du *Globe and Mail*, Share Ownership on the Rise par Richard Blackwell, 27 mai 2000.

## Information additionnelle sur les sources utilisées pour les graphiques

Graphique 1 - Statistique Canada, Cansim #D14872

Graphique 2 - Statistique Canada, Enquête sur la population active

Graphiques 3, 6, 7, 8, 9 et 10 - Statistique Canada, *Le revenu au Canada 1998* (75-202-XPF)

Graphique 4 - Statistique Canada, Cansim #L59959, Cansim #P100000

Graphique 5 - Statistique Canada, Cansim #L97796

Graphique 11 - Statistique Canada, Cansim #D14913, et calculs par l'auteur

Graphiques 12, 13, 17 et 18 - Statistique Canada, (13-214-XDB).

Graphique 14 - Statistique Canada, Cansim #D370477

Graphique 15 - Statistique Canada, Cansim #B14053, B14050 et totalisation spéciale

Graphique 16 - Statistique Canada, totalisation spéciale; l'auteur s'est basé sur le « Age-Income Projection Model » par People Patterns Consulting

**Note :** Les données sur les ménages pour les années 1989 à 1998 proviennent de Statistique Canada, *Le revenu au Canada*, 1998. On a considéré une croissance équivalente à celle de 1998 pour calculer les données sur les ménages pour 1999.